



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/NGO/119
22 février 2000

FRANÇAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 12 a) de l'ordre du jour provisoire

**INTÉGRATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES
ET DE L'APPROCHE SEXOSPÉCIFIQUE :
VIOLENCE CONTRE LES FEMMES**

Exposé écrit* présenté par le Conseil international des traités indiens,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué conformément
à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[31 janvier 2000]

Toute la société mexicaine reconnaît que les femmes autochtones sont soumises à une double oppression : l'une liée à leur condition d'autochtone et l'autre à leur condition de femme. Résoudre ces difficultés est un défi urgent pour l'ensemble de la société mexicaine et pour l'ONU.

La lutte des femmes autochtones pour la reconnaissance de leurs droits et la revalorisation de leur rôle, tant au sein de leur communauté qu'en dehors, est la même que celle que mènent les peuples autochtones mexicains, leurs frères, leurs compagnons, leurs époux. Ensemble, ils luttent contre le racisme, la discrimination et pour que leurs droits et leurs libertés fondamentales soient respectés et qu'ils puissent en jouir et les exercer.

* Exposé écrit publié tel quel, sans avoir été revu par les services d'édition.

Les peuples autochtones vivent dans des conditions de marginalisation et de pauvreté extrêmes et inhumaines qui rendent palpables l'inégalité et la discrimination.

Dans les communes essentiellement autochtones du pays, le taux d'analphabétisme est de 43 %, c'est-à-dire plus du triple de la moyenne nationale; 58 % des enfants de cinq ans ne fréquentent pas l'école et près d'un tiers de la population de 6 à 14 ans ne sait ni lire ni écrire, alors que chez les femmes autochtones, l'analphabétisme dépasse les 60 %.

Au Mexique, la violence à l'encontre des femmes s'est aggravée et a gagné les pouvoirs publics depuis le soulèvement des Chiapanecos, en 1994. Ce soulèvement a dévoilé les deux visages du Mexique, le Mexique métis et le Mexique autochtone, et les grandes inégalités, le harcèlement, la persécution et les viols des femmes autochtones.

Dans les zones plus militarisées, comme Guerrero, Oaxaca, Chiapas et dans l'État d'Hidalgo, ce ne sont pas seulement les hommes qui ont souffert des exactions et de la violation de leurs droits fondamentaux. Les femmes autochtones sont les trophées de guerre de prédilection de la police, de l'armée, des bandes armées paramilitaires et des gendarmes blancs. Elles sont utilisées pour bafouer et violer la dignité et l'intégrité d'un peuple et pour servir de leçons aux hommes qui luttent pour de justes causes et pour leur peuple.

Quelques mois après le soulèvement zapatiste, trois sœurs autochtones tzeltales, María Teresa, Cristina et María Méndez, âgées respectivement de 20, 18 et 16 ans, ont été violées et torturées par des éléments de l'armée mexicaine dans une prison militaire près de la commune d'Altamirano.

Selon le récit de María Teresa, les hommes qui se trouvaient dans la pièce de repos de la prison ont commencé à se disputer pour rester. Ils ont fermé la porte et leur ont donné l'ordre de parler en espagnol. Ils ont dit que si elles restaient la nuit elles auraient la vie sauve, puis ils ont continué à discuter, jusqu'au moment où ils se sont finalement jetés sur elles. Les trois sœurs affirment avoir été violées par six ou sept militaires, tandis que les autres "laissaient faire".

Des organisations de défense des droits de l'homme ont déposé une plainte au pénal contre ces militaires pour viol collectif, comportement indu dans l'exercice du service public, abus d'autorité, menaces et intimidation. Le 1er juillet 1994, le Ministère de la défense nationale a rejeté les accusations portées contre le personnel militaire incriminé et a menacé d'engager des poursuites contre ceux qui, d'après l'armée, avaient "diffamé" cette institution.

L'affaire a été déférée à la justice militaire en septembre de la même année. En novembre 1995, lors d'une réunion avec des représentants d'Amnesty International, les autorités militaires du Ministère de la défense nationale ont expliqué que les trois jeunes femmes n'avaient pas répondu à la citation à comparaître du Tribunal militaire chargé de l'enquête et n'étaient pas venues confirmer leur témoignage.

Un cas similaire s'est produit en avril 1999, dans la communauté autochtone mixtèque de Barrio Nuevo San José. Deux femmes, de 30 et 60 ans, ont été violées par des militaires qui prétendaient être à la recherche de narcotrafiquants dans les communautés.

Dans l'État d'Hidalgo, un conflit portant sur des terres mettait aux prises une communauté Tezontepec et une communauté Mixquiahuala, problème qui aurait pu être réglé pacifiquement entre les parties. Mais les autorités compétentes sont intervenues. Le Gouverneur de l'État d'Hidalgo, Manuel Angel Núñez Soto, s'est engagé à indemniser les personnes touchées, à construire une clinique, à faire don de tracteurs aux paysans, mais les promesses n'ont pas été tenues. En janvier 2000, dans la communauté de Tezontepec, une manifestation organisée par un groupe de mécontents s'est terminée par une intervention musclée des forces de l'ordre, qui ont terrorisé les femmes en les menaçant avec des armes à feu, brisé les vitres des maisons, éventré leurs matelas et tiré des coups de feu pour les effrayer. On ne sait pas encore s'il y a eu des cas de viols.

L'école Mexe Hidalgo accueille des élèves venant de familles indigentes, autochtones et paysannes pour la plupart. Les élèves de cette école ont fait grève et présenté un cahier de doléances pour demander que les installations soient améliorées et que les autorités de l'État d'Hidalgo mettent fin à leurs menaces de fermeture de l'établissement. Récemment, des agents de la force publique les ont expulsés, les étudiantes ont été agressées et frappées et on leur a tripoté les seins.

Les personnes impliquées dans ces agressions et harcèlements sexuels sont des agents de la sécurité publique et des membres de l'armée fédérale, soldats et officiers. Ces exactions vont au-delà des actes de guerre "non contrôlables" et font partie d'une stratégie de guerre psychologique dont le but est de faire "perdre le moral" à l'ennemi par des actions visant les fractions les plus vulnérables de la société. Pour s'attaquer à la dignité et au moral des hommes, on vise donc les femmes, car les souffrances qui leur sont infligées sont plus cruelles, inhumaines et dégradantes. Les méthodes de torture employées s'en prennent spécialement à leur identité sexuelle et ethnique et à leur anatomie.

La liste des cas que l'on peut citer au cours de cette brève intervention est courte. De nombreux cas ne font pas l'objet de plaintes pour des raisons culturelles ou à cause de la méfiance envers les autorités. Chaque communauté autochtone, chaque famille, vit dans la crainte permanente du viol. La violence envers les femmes autochtones s'est intensifiée au Mexique.

La violence envers les femmes a mobilisé la société et les gouvernements lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993. L'importance et la nécessité d'améliorer le sort des femmes au niveau du système international des droits de l'homme ont été reconnues au point 3 intitulé "Égalité de condition et droits fondamentaux de la femme" de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.

À la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, il a été demandé instamment que les femmes jouissent pleinement et dans des conditions d'égalité de tous les droits fondamentaux, et que cela soit une priorité aussi bien pour les gouvernements que pour l'Organisation des Nations Unies. Il a été souligné, en particulier, à quel point il importe de s'employer à éliminer la violence à laquelle sont exposées les femmes dans la vie publique et privée, et les préjugés dont elles font l'objet dans l'administration de la justice. Il a été demandé instamment, par ailleurs, qu'il soit mis fin à toutes les formes de discrimination, occultes ou flagrantes à l'encontre des femmes et aux contradictions qu'il peut y avoir entre les droits des femmes et les effets

préjudiciables de certaines pratiques traditionnelles ou coutumières, de préjugés culturels et de l'extrémisme religieux.

Les violations des droits fondamentaux des femmes dans les situations de conflit armé contreviennent aux principes fondateurs des droits de la personne humaine et du droit humanitaire internationalement reconnus. Les violations de cette nature comprennent en particulier le meurtre, le viol systématique, l'esclavage sexuel et la grossesse forcée.

Il y a une certaine complaisance de la part des autorités, car cela fait partie de leur mentalité machiste, centraliste et sexiste et elles ne voient pas de raison de modifier leur attitude. Cette mentalité fait partie de leur politique de contrôle du pouvoir. Le Gouvernement mexicain se distingue par le fait qu'il signe des accords qu'il n'applique pas, bien qu'il prétende le contraire et invite de hauts fonctionnaires des Nations Unies à qui il cache la réalité. Les libertés et les droits fondamentaux des autochtones mexicains, et en particulier ceux des femmes sont systématiquement bafoués, sans qu'intervienne une instance qui prenne ses responsabilités et adopte des mesures efficaces pour mettre fin à cette impunité totale.

Les autochtones, et en particulier les femmes, demandent aux hautes autorités des Nations Unies que le système d'administration de la justice au Mexique et la violation systématique de tous les instruments internationaux auxquels ce pays est partie fassent l'objet d'une observation permanente. Il est en effet nécessaire de mettre un terme à la défiance et au cynisme à l'égard du système judiciaire et de l'impunité.

Des organisations de femmes demandent en outre que des observateurs de l'ONU rendent compte de la situation au Chiapas, et de la militarisation croissante des communautés autochtones dans cette région comme dans d'autres parties du territoire mexicain, ainsi que du financement des groupes paramilitaires et de l'intimidation dont font l'objet les défenseurs des droits de la personne humaine et des droits des femmes.
